

Enseignement catholique : la teinture et l'onction

Article rédigé par *La Fondation de service politique*, le 24 septembre 2008

LE PROJET DE CHARTE DIOCESAINE voulu par Mgr Jean-Pierre Cattenoz pour l'enseignement catholique en Avignon, a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le ciel résolument bleu de l'institution. La Conférence annuelle des évêques de France, tenue peu après à Lourdes, a sagement évité le sujet.

Le contre-feu est venu sous la forme d'un livre collectif dirigé par Mgr Claude Dagens : Pour l'éducation et pour l'école. Des catholiques s'engagent. L'ouvrage est cosigné par des personnalités, telles que Guy Coq, Marguerite Léna, Henry-Jérôme Gagey et Roger Fauroux, réunies pour réfléchir à l'avenir du système éducatif. Les thèses de Marcel Gauchet en constituent le fil conducteur. Le christianisme comme religion de la sortie de la religion, les liens entre religion et démocratie, le désenchantement du monde et la désespérance de la société sécularisée : autant de thèmes qui apparaissent en filigrane dans le concours des auteurs à cette petite somme.

Elle souligne d'un trait ferme la contribution citoyenne de l'enseignement catholique, depuis que la loi Debré l'a inscrit dans le service public d'éducation nationale. Cette loi a d'ailleurs pu apparaître comme la cible de Mgr Cattenoz dans son rappel énergique au respect de leur caractère propre par les établissements catholiques. L'enjeu éducatif est devenu une telle bouteille à l'encre, qu'il importe, entre parole prophétique et discours institutionnel, d'harmoniser certaines positions ; notamment celles des chrétiens qui accordent à l'Église, institution porteuse de l'expertise humaine, la capacité de restaurer une vraie relation éducative au sein d'une société sans repère.

Un commun état des lieux

Mgr Cattenoz et Marguerite Léna ont une approche très parallèle de la perte de sens, qui caractérise notre modernité, et de la difficulté d'y transmettre vie et culture. Une perte de sens qui serait, selon le pasteur, liée à une triple révolution : mondialisation rapide grâce à un capitalisme incontrôlable, révolution numérique et médiatique et révolution biotechnologique. La philosophie de l'éducation décline cette révolution, avec une profonde pertinence, sous la forme de trois pouvoirs en prise sur trois désirs – l'argent, désir d'avoir ; les médias, désir de voir ; les technologies, désir de maîtrise et de pouvoir – auxquels il importe de trouver une réponse éducative.

Les pistes proposées par Marguerite Léna méritent un certain intérêt, car elles engagent l'ensemble du système éducatif. Quelle part faire en éducation au besoin d'avoir ? L'école doit ordonner l'avoir à la promotion de l'être, dit Marguerite Léna, et l'éducation est cette utopie portant la contradiction au cœur d'un système, qui n'envisage les rapports entre les êtres que sous l'aspect de la vénalité. Les biens de l'esprit, ajoute-t-elle citant Kierkegaard, sont par définition communicables sans se perdre : les communiquer, c'est les partager. Cela peut nous interroger sur la logique de performance concurrentielle ou d'accumulation quantitative des savoirs qui parfois dévie à sa source la formation scolaire. Nous pressentons alors que faire simplement de notre mieux notre tâche éducative est déjà un acte de résistance spirituelle.

Après Être et Avoir (le film), être et paraître : comment ordonner le visible à la profondeur du réel dans une société médiatique où l'être est réduit à l'être-vu ? L'impératif éducatif est ici celui de l'éveil de l'attention et de la contemplation qui ne peut se développer que dans le temps du mûrissement. Ce temps éducatif obéit à la loi du secret et de la lenteur. Seule l'attention vraie fait du visible le sacrement de l'invisible. Enfin, notre société technicienne réduit l'être au faire. La raison qui se réduit à la seule rationalité procédurale, opératoire, instrumentale, se prive des lumières d'ordre éthique et métaphysique que cette situation inédite appelle de manière urgente. Ce que confirme Mgr Dagens : Le principe d'humanité est aujourd'hui en question et il demande à être pensé à frais nouveaux de façon raisonnable, précisément face à ce qu'il peut y avoir d'irrationnel et de violent dans certains calculs de la technique et dans certaines pressions financières et administratives.

Caractère propre : la cerise sur l'étouffe-chrétien

Jean-Claude Milner avait fustigé le discours hypocrite par structure des réformateurs pieux du progressisme chrétien, mâtiné de marxisme pour exténuer l'institution scolaire. Que disparaissent les structures pour qu'advienne l'épiphanie de l'Esprit ! Guy Coq pointe à son tour la désinstitutionnalisation de l'école et Mgr Dagens relève de son côté la faible reconnaissance des institutions liées à l'enseignement catholique à l'intérieur même de l'Église . Cela semble être le signe de la dévalorisation de l'engagement éducatif des chrétiens depuis une quarantaine d'années, qui trouve son origine dans le soupçon porté sur toute institution. La sécularisation des institutions éducatives ecclésiales doit beaucoup à la loi Debré. Guy Guermeur, ancien secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté d'enseignement rapporte que, selon le général de Gaulle, la logique de la loi Debré était celle de l'intégration par la méthode des Horaces et des Curiaces . Si l'on juge l'arbre à ses fruits, force est de reconnaître que l'inclusion dans le monopole d'État – sans doute inévitable sous peine de marginalisation – a entraîné un nivellement idéologique par la gravitation de la planète Ed. nat. sur son satellite catholique.

Prisonnier des programmes, des méthodes, de la formation des maîtres imposés par le ministère, il lui reste le caractère propre concédé in extremis par la loi Debré : la cerise sur l'étouffe-chrétien. Pour André Blandin, secrétaire-adjoint de l'enseignement catholique, cette cerise éducative conserve sa valeur : il en expose les vertus en montrant l'évolution de la communauté chrétienne de la défense du caractère propre en confrontation avec le bloc laïque à la volonté de prendre part institutionnellement à la responsabilité de la nation vis-à-vis de l'enseignement et de l'éducation , selon le préambule du statut de l'enseignement catholique. Cette volonté d'inscription ecclésiale dans la vie politique de la nation se trouve aussi inscrite dans la Lettre des évêques aux catholiques de France (1996), où l'on trouvait l'expression de cette exigence sous la plume de Mgr Dagens : Nous tenons à être reconnus non seulement comme des héritiers, solidaires d'une histoire nationale et religieuse, mais aussi comme des citoyens qui prennent part à la vie actuelle de la société française, qui en respectent la laïcité constitutive et qui désirent y manifester la vitalité de leur foi.

École catholique : école de la nation ?

Prenant acte de cette nouvelle donne, Henri-Jérôme Gagey estime que le christianisme est considéré comme une source positive d'inspiration culturelle et éthique, pour l'action sociale et politique. Cependant, il constate toujours une incapacité, même chez les chrétiens, à penser l'impact de l'Église comme institution sur la vie de la cité. D'où l'excès de prudence de Mgr Dagens : Il ne s'agit pas du tout de revaloriser l'enseignement catholique au détriment de l'enseignement public, mais il s'agit pour l'Église entière de comprendre que sa responsabilité peut s'exercer sans réserve à l'intérieur de la société et qu'elle doit, en même temps, s'alimenter aux sources de la foi chrétienne. Il lui appartient, dans une société démocratique en mal de fondements éthiques et religieux, d'apporter une réponse aux questions de philosophes politiques tels que Marcel Gauchet ou Jürgen Habermas.

Dans un dialogue avec le cardinal Ratzinger (Esprit, juillet 2004), Habermas insiste sur l'apport essentiel d'une vision religieuse dans une société sécularisée. Quant à Gauchet, il affirme que le christianisme a toujours de grands services à rendre à la société laïque. L'école catholique associée à l'État a donc le rôle civique d'insuffler, à une société désorientée par le pluralisme individualiste, les valeurs chrétiennes de feu le consensus républicain. D'après Henri-Jérôme Gagey, elle a les moyens d'apporter des réponses originales par son sens évangélique de l'humain, dans un travail créatif, charismatique , au nom de toute la tradition d'adaptation au terrain qui a déterminé l'action décentralisée de l'Église dans ses nombreuses congrégations enseignantes. Cela reste potentiellement vrai, même si l'on doit considérer avec inquiétude le nivellement pédagogique et éducatif des établissements. Ce que note Mgr Cattenoz : La dépendance actuelle de l'enseignement catholique envers l'État est lourde de conséquences pour l'avenir quant à sa liberté de témoignage. Toujours est-il qu'une vision trop irénique, en phase avec les nécessités consensuelles de la

post-modernité, comporte un danger d'instrumentalisation de l'école chrétienne. Si l'école catholique partage avec l'école publique le souci de la formation du futur citoyen, elle est aussi méta-civique . Et c'est à ce titre original qu'elle doit participer pleinement à l'Éducation nationale.

Toujours la culture religieuse

André Blandin cite, comme exemple positif de l'osmose public-privé, le rapport Debray sur la culture religieuse. Il rappelle que ce n'est pas l'enseignement catholique qui a pointé en premier le grave déficit en la matière, mais le public. Ceci ne l'amène pourtant pas au mea culpa que l'on pourrait attendre à la fois sur l'indépendance pédagogique du privé sous contrat et sur sa responsabilité spécifique dans ce domaine. La faillite éducative fondamentale, soulignée par Régis Debray, incombe certes au système éducatif dans son ensemble, qui s'est appliqué à lire le principe de laïcité de la façon la plus étriquée. Cependant, l'enseignement catholique porte la responsabilité d'une faillite catéchétique antécédente, qui l'habitue désormais à accueillir la culture religieuse comme l'heureux avatar de la formation chrétienne des temps démocratiques.

La volonté nouvelle – d'ailleurs peu suivie d'effet — de l'enseignement public de promouvoir la culture religieuse est certes excellente : elle repose sur la connaissance objective des faits religieux et de leur inscription dans les sociétés humaines et représente une ouverture sur le fonds religieux de toute culture authentique. Mais il revient à l'enseignement catholique d'y ajouter sa dimension pastorale qui est le cœur de son caractère propre. Car l'État laisse à l'Église le soin de le définir : il se contente de le garantir et de le respecter. Et cela offre à l'enseignement catholique de grandes marges pour le déploiement de sa liberté éducative.

Un caractère propre p.p.c.d.

Pour Mgr Cattenoz, le caractère propre se réduit à un Plus Petit Commun Dénominateur : le consensus mou sur les valeurs évangéliques et sur un humanisme chrétien en phase avec l'air du temps ; une ambiance et un climat fait de convivialité aimable dont on suppose qu'ils portent la proposition d'une catéchèse adaptée à notre temps sans préciser l'étendue doctrinale et évangélisatrice de cette adaptation . On sait pourtant ce que valent les valeurs chrétiennes coupées de la personne du Christ : le dépérissement de la morale républicaine, qui s'en inspirait, montre à quelles désillusions mène une foi chrétienne réduite à la morale.

Marqué par une modernité largement teintée par l'idéologie de mai 68 dans son fond comme dans sa forme, grevé des conséquences du matérialisme ambiant, constate l'archevêque d'Avignon, l'enseignement catholique est trop souvent incapable d'appréhender le monde qui se construit, pour comprendre la place qui est offerte à une vraie pédagogie chrétienne... S'il émet quelques radicelles vers la couche la plus profonde du christianisme, il s'en détache lentement mais sûrement. Le discours fulgurant du pasteur rappelle que la pédagogie chrétienne doit être à la hauteur de la radicalité du message du Christ. Pour le bien de la société, c'est à la restauration de la culture chrétienne que doit s'atteler l'école catholique et il est manifeste que ce n'est pas son actuelle ambition.

La teinture et l'onction

L'heure est trop grave pour entrer dans une guerre de tranchées dialectique. L'urgence est de considérer la complémentarité des approches. Dans son appel à la formation de l'intériorité et de la liberté, maîtres mots

oubliés de toute éducation, Mgr Dagens rejoint Mgr Cattenoz.

L'analyse de Guy Coq, dont l'un des ouvrages s'intitule *La démocratie rend-elle l'éducation impossible ?* (Parole et Silence), rend compte avec pertinence de nos petits pas démocratiques vers la barbarie pour cause de stérilité éducative ; et si Mgr Dagens plaide pour le service public d'éducation, c'est parce que l'Église n'éduque pas dans son intérêt, mais dans celui de la société dans laquelle elle s'inscrit. C'est pourquoi l'engagement des chrétiens doit irriguer l'ensemble du système éducatif. Les réponses de l'ingénierie chrétienne en matière éducative sont multiples et il faut restaurer pour l'Église les espaces qui lui permettent d'en faire à la fois la proposition et l'application. Ces réponses sont nécessairement graduées et elles le sont déjà dans l'enseignement sous contrat, où l'offre éducative répond à l'attente sociale globale de transmission des valeurs. Cette offre est nécessaire, mais insuffisante.

Il faut doubler l'école de la teinture chrétienne par l'école de l'onction chrétienne. C'est-à-dire une école embrayée sur les humanités, dont s'est éloigné le modèle officiel, et qui développe une pédagogie chrétienne ancrée dans la prière et les sacrements. L'enseignement catholique, écrit Mgr Cattenoz, doit se concevoir à la fois comme une institution de formation générale et une structure d'apprentissage de la vie en Christ. Cette école de l'onction est la condition et la garantie de la fécondité de l'ensemble de l'institution : elle est à réinventer d'urgence. Son horizon est celui de la formation à la sainteté. Elle exige des communautés éducatives entièrement dévouées à la transmission simultanée de la culture et de la foi, des sourciers des énergies humaines et divines latentes, dit Marguerite Léna, voués à ce patient travail d'éveil de la conscience, d'affinement du discernement, d'orientation des puissances d'aimer. Plus que d'un renouveau civique, pour lequel l'engagement des chrétiens est impératif, c'est de cette invention nouvelle que dépend la réponse éducative de l'Église à la désespérance des temps.

EM. TR.